



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EDF-GDF-fronde-contre-la>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°21 > **EDF-GDF : fronde contre la privatisation**

1er avril 2003

## EDF-GDF : fronde contre la privatisation

**Des cadres anonymes s'organisent en interne pour lutter contre la "braderie du service public"**

**« EDF est une entreprise qui n'appartient pas à l'Etat. L'entreprise appartient aux citoyens usagers. » Les opposants à la privatisation d'EDF et de GDF, à l'intérieur de l'entreprise, se taisaient, attendant la fin de la négociation sur les retraites. Depuis la victoire du non au référendum du 9 janvier, les inhibitions sont tombées.**

D'autant que le gouvernement a décidé de ne pas tenir compte du résultat du vote. Et a annoncé, dans la foulée, une réforme prochaine du statut des deux entreprises, véritable prélude à l'ouverture du capital.

Aujourd'hui, les appels à la lutte contre le passage dans le privé se multiplient. Ils prennent une forme inédite. Des pétitions et des études critiques sur la privatisation circulent et sont discutées dans les couloirs. Les opposants se retrouvent sur le forum d'un site Internet, Résistances électriques et gazières (REG), créé par de hauts responsables, qui veulent rester anonymes (1). L'idée de ces « résistants » est d'aller chercher des soutiens en dehors de l'entreprise, pour convaincre l'opinion que la privatisation dépasse les enjeux purement corporatistes. Tout cela se passe souvent en dehors de la voix officielle des syndicats, dont le premier d'entre eux, la CGT, est ressorti très divisé des négociations sur les retraites. Du côté de la direction d'EDF, on affirme regarder cette agitation de très loin. « Je n'ai qu'un problème de fonds propres à résoudre », affirme François Roussely quand on lui parle de privatisation. Le PDG d'EDF y voit un débat « interne à l'entreprise ». La contribution d'un collectif baptisé Jean Marcel Moulin a lancé le mouvement. En référence à Jean Moulin et à Marcel Paul, l'un des fondateurs d'EDF. Le texte parle de « spoliation » en cas de privatisation et porte le débat au-delà de l'idéologie marché contre entreprise publique. Les tableaux chiffrés, la bonne connaissance des structures d'EDF montrent que les auteurs sont proches de la direction et ont probablement eu en main des projets de transformation de l'entreprise. Cet appel a été largement repris sur le site Résistances électriques et gazières. REG a choisi de combattre les partisans de la privatisation par l'humour, ce qui lui permet une grande liberté de ton. Personne n'est épargné : la direction, les syndicats trop timorés ou la presse jugée trop libérale. François Roussely est la tête de Turc de REG. Il a été surnommé « Napoléon le minuscule », pour avoir raté son OPA sur l'italien Montedison en 2001. Mais le site n'en reste pas à la dénonciation. Il se veut le défenseur d'une certaine idée d'EDF. « Nous sommes conscients qu'EDF est une entreprise qui

n'appartient pas à l'Etat, dit-il. L'entreprise appartient aux citoyens usagers. »

### **On veut brader le service public et on méprise le client**

Cette idée mûrit petit à petit, cassant le « corporatisme » qui règne à EDF. « Jusque-là, on faisait toujours corps avec l'entreprise, raconte un cadre. En interne, on s'engueulait. Pour l'extérieur, tout le monde était d'accord. Tout cela se fissure. » Premier accroc à cette belle unité, quand certains élus de la CGT ont critiqué publiquement l'augmentation des tarifs pratiqués par EDF et GDF. « On pouvait être solidaires tant qu'EDF voulait dire service public et respect des clients, poursuit ce cadre. Aujourd'hui, alors qu'on veut brader le service public et qu'on méprise le client, il est logique qu'on prenne du champ. » Les agents ont été déboussolés par la stratégie menée par la direction, faite de conquêtes à prix d'or à l'étranger alors qu'aucun projet industriel de taille ne se dessinait sur le territoire français. Et la culture de la part de marché a du mal à prendre chez les ingénieurs, qui n'ont jamais fondé leurs calculs sur la rentabilité financière.

La mobilisation essaie maintenant de sortir de l'entreprise. Chacun lance sa pétition. L'Union des cadres au sein de la CGT Energie, opposée à Denis Cohen, secrétaire général, a lancé la sienne. « Contre toute forme de privatisation, pour un véritable développement industriel et de service public... », réclamant aussi la fusion d'EDF et de GDF. Une autre, anonyme, renvoyant à une boîte aux lettres électronique, insiste sur la propriété publique d'EDF, appelant à un « vrai débat national sur la privatisation ». La fondation Copernic, proche d'Attac, a repris la note de Jean Marcel Moulin pour la diffuser largement. Yves Salesse, conseiller d'Etat et président de la fondation, relaie le débat dans le réseau altermondialiste. Avec succès. « Au forum social de Florence, l'an dernier, les débats sur l'avenir du service public faisaient salle comble », dit-il.

La faillite du courtier en énergie Enron, les problèmes électriques de la Californie ou la quasi-faillite de British Energy en Angleterre ont fait évoluer les mentalités. « On voit bien que les privatisations dans le domaine de l'énergie sont avant tout un choix idéologique », tranche Yves Salesse.

**Nicolas CORI et Muriel GREMILLET**

**Article paru dans Libération du 4 février 2003**

(1) [www.globenet.org/aitec/reg/](http://www.globenet.org/aitec/reg/)